Le peuple valdôtain

1 • **L'Union Valdôtaine,** Mouvement politique qui se rattache aux principes du Fédéralisme global, a comme finalité d'assurer l'épanouissement du caractère ethnique et linguistique du peuple valdôtain ; d'en servir les intérêts culturels, politiques, sociaux et économiques ; de favoriser la coopération entre les communautés ethniques. **2 • L'Union Valdôtaine** s'engage à réaliser la souveraineté politique du Val d'Aoste par les voies démocratiques afin de seconder l'aspiration du peuple à l'autogouvernement dans le cadre d'une Europe unie des Peuples.

8 DECEMBRE 2011 • 0,40 euros • Poste Italiane S.p.A. – Spedizione in A.P. D.L. 353/2003 (conv. in L. 27/02/2004 n° 46) art. 1 comma 1 DCB – AOSTE • LVIII année • N. 18168 **46**

www.unionvaldotaine.org
www.lepeuplevaldotain.it

Allocution du président de l'Union Valdôtaine Ego Perron au Congrès du Mouvement à Pont-Saint-Martin

«Tous ensemble nous sortirons de cette crise»

Chers Unionistes,
Je veux tous vous remercier de votre présence, les autorités, les élus, la Commune et la Section de Pont-Saint-Martin qui nous accueillent.

Nous sommes face à une crise, une crise sans précédent. Beaucoup de gens, et de Valdôtains aussi, s'inquiètent quand on évoque des dettes colossales, des menaces sur les banques et des Etats en possible situation de faillite.
Ce sont des mots terribles, des mots de rigueur et d'austérité. Les gens ont peur pour leurs épargnes, pour leur emploi, leur pouvoir d'achat et leur avenir.

Le tout a commencé en quelque sorte avec la faillite d'une banque en Amérique, Lehman Brothers, lorsque les Américains ont décidé de laisser tomber cette banque ce qui a entraîné et déclenché une catastrophe financière dans le monde entier.
2008 : crise financière sans précédent depuis 1929 à cause de ce qu'on a appelé les sub-primes, c'est-à-dire d'un monde financier qui faisait n'importe quoi.
2009 : crise économique à la hauteur de celle de 1929, à la différence qu'elle a emporté le monde entier, aucun continent n'a été épargné.
Et, enfin, à présent crise de l'endettement, de la dette, avec l'ensemble du monde développé qui se trouve face à une dette colossale et qu'il faut absolument gérer.
Une crise qui est donc survenue violemment (5% - 6% de récession), une crise assez longue (elle dure depuis 2008) et une crise généralisée (elle touche tous les secteurs ou presque).
Il nous semble parfois que c'est le système Europe, le système Euro qui est entré en crise. Il y a là un problème moral. Nous percevons l'Europe comme une grande famille, l'Europe c'est la possibilité pour chacun d'être inséré dans un processus, parce que seuls nous serions effacés.
Il y a un processus auquel nous avions participé et c'est le modèle européen. La civilisation européenne, le modèle européen, l'euro c'est le cœur de l'Europe et si l'Euro explose c'est l'Europe qui explose.

Voilà pourquoi dans ce passage politique nous ne nous sommes pas soustraits à nos responsabilités et nous avons soutenu, au moins pour l'instant, un gouvernement qui essaye de redresser l'Etat Italie et de maintenir sa position au sein de l'Europe.
On a souvent l'impression que sur cette matière ne concerne pas les Gouvernements qui gèrent, ou qui donnent des indications, mais que ce sont les marchés, surtout avec les Agences de notation (Agenzie di rating).

L'Italie
Sans aucun doute l'Italie vit une situation de grande difficulté. Les salaires et les retraites parfois ne suffisent plus comme dans les Pays les moins défavorisés d'Europe. Aujourd'hui, le grand problème est de rembourser la dette et de réduire le déficit.
Le problème reste la réforme des retraites, argument difficile que les économies les plus fortes ont eu le courage de faire de façon radicale.
On verra ces jours-ci les propositions du nouveau gouvernement italien.

Notre Région
Même si dans notre Région la situation est meilleure qu'ailleurs cette crise touche quand même notre système.
Notre région est peut-être moins touchée que d'autres zones de la crise. Notre produit interne est supérieur à la moyenne nationale par habitant, un revenu moyen des familles supérieur à la moyenne nationale et en adéquation avec les meilleures économies d'Europe, un patrimoine moyen des familles de haut niveau et un taux de chômage relativement bas.

Le tout est accompagné par une organisation et un système des Autonomies, à partir de celle régionale, solide, bien organisée, efficace et dynamique qui est en train de prouver qu'elle sait réagir face aux difficultés.
Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de problèmes, bien au contraire. La crise a touché et continue de toucher lourdement notre système.
Mais notre système a probablement réagi à la crise avec plus de force et de solidité.

Le Congrès d' aujourd'hui veut marquer, encore une fois, surtout dans cette période extrêmement difficile, le rôle et le travail de notre mouvement en faveur de la Vallée d'Aoste.
Aujourd'hui, l'Union Valdôtaine a sur ses épaules la responsabilité politique de conduire et de maîtriser cette période politique.
Et en cette période, notre mouvement est appelé à faire un effort de persuasion et d'explication sur le territoire en ce qui concerne des choix durs et impopulaires qui seront nécessaires, et de faire comprendre aussi que certains acquis que nous avions depuis longtemps peuvent être mis en péril. Dans ce sens, nous devons informer et expliquer davantage ce que nous faisons. Je le dis même pour nous, en tant que mouvement, le "Peuple" et le site. Nous ne consacrons pas suffisamment d'énergie et de travail dans ce sens.

Ce Congrès doit marquer un moment important pendant lequel notre base devra nous dire ses sensations, son opinion sur la crise et nous exprimer clairement les difficultés, nous livrer des propositions et avancer des solutions, car je crains que 2012 sera une année encore plus difficile.
Nous sommes appelés, nous tous, à faire un effort collectif et le mouvement doit tracer des lignes d'action et soutenir le travail de ses élus qui ont le difficile engagement de gérer en ce moment cette situation.
Nous sommes appelés à faire un effort supplémentaire et plus encore de cohésion politique et de rassemblement. Nous devons gérer ce moment difficile et ce n'est pas le moment de se diviser. Je fais un appel en ce sens à un travail et à un engagement choral de tout le monde. C'est surtout et encore plus dans une période d'incertitude que l'Union Valdôtaine veut être un point de repère pour notre population, pour notre communauté et pour toute la Vallée d'Aoste.
La politique doit faire son travail dans un moment tout particulièrement difficile. Epouvantablement difficile, surtout pour nous qui sommes dans la majorité et qui sommes donc appelés à prendre des décisions. Nous ne nous plaignons pas et nous avons le courage de le faire.
Les Valdôtains qu'attendent-ils de la politique et de leurs élus? Qu'ils fassent leur travail et qu'ils agissent. Avec un devoir supplémentaire, un devoir de vérité et aussi le devoir de dire certaines choses qui ne font pas plaisir, qui ne sont pas populaires et qui ne sont pas, d'un point de vue électoral, avantageuses.

Que faire?
Pour sortir de la crise, il faut investir, investir dans la recherche, dans l'innovation, la formation et le travail. Massivement. Moins d'assistance, sauf pour certains secteurs où cela est inévitable, je pense à la santé, et plus d'investissements sur le modèle des Pays qui marchent à double vitesse. C'est la parade pour nous protéger de la crise. Je crois que d'autres pourront en parler mieux que moi.
Renforcer notre compétitivité car les mots d'ordre sont la croissance et les investissements.
Il faut en ce moment être humble et surtout dire la vérité. Nous entrons peut-être dans un nouveau monde où les repères, les idées et le contexte changeront complètement.
Le devoir de la politique est de faire des règles mais aussi de les défaire, de libérer plus facilement les énergies et les initiatives comme on en a parlé lors du Congrès sur la bureaucratie.
La Région, surtout en cette période, doit accompagner, aider ceux qui veulent investir et qui croient dans nos possibilités.
La structure, le territoire, l'organisation et les dimensions de la Vallée d'Aoste exigent que la Région doit

SUITE PAGE 2

...» fin de citation

lcaveri@gmail.com

«La vie, c'est comme un autobus ;
quand tu te retournes, tu t'aperçois
qu'il y en a déjà beaucoup qui sont descendus»
Marcel Pagnol

Les amis qui s'en vont

La résolution finale du Congrès thématique de Pont-Saint-Martin

à la page 2

Motion finale du Congrès thématique

Le Congrès de l'Union Valdôtaine, réuni à Pont-Saint-Martin le samedi 3 décembre 2011,

Constatant que l'économie internationale est en grave difficulté à cause des excès de la finance, de leurs conséquences sur le monde de l'emploi, ainsi qu'à cause de la tourmente sur les marchés, de l'inflation, de la menace de récession, des déficits budgétaires ;

Tenant compte qu'il s'agit d'une crise non seulement financière, mais également d'une crise sociale exceptionnellement grave dans tous les domaines, à cause d'un manque de confiance croissant des citoyens vis-à-vis de l'avenir, qui, face à une situation qui s'aggrave, vivent en direct l'affaiblissement d'un modèle de société et les difficultés du système économique et financier ;

Préoccupé des conséquences politiques et institutionnelles que cette situation économique exceptionnelle a eues et pourrait avoir, vis-à-vis notamment de la sauvegarde des droits assurés à la Vallée d'Aoste par le Statut d'autonomie ;

Soulignant qu'une période de ce genre laissera des traces dans la vie de tous les Pays et que la Vallée d'Aoste aussi est en train de subir les retombées de ce phénomène ;

Considérant que la crise en Europe et dans le reste du monde, sans précédent depuis celle des années 30, est rapide et inquiétante, au point qu'il est actuellement impossible d'en imaginer la fin, ainsi que de prévoir un nouvel élan de croissance ;

Compte tenu qu'au fur et à mesure que la crise devient plus profonde, il est nécessaire d'identifier des mesures, qui seraient susceptibles de favoriser une voie d'issue de la crise et qu'il faut désormais agir avec sens des responsabilités ;

Evaluant qu'il est indispensable d'instaurer des bases solides, qui prennent en compte la difficulté de prévoir l'évolution de l'économie tout en devant établir les étapes nécessaires à une croissance équilibrée durable ;

Rappelant que l'Union Valdôtaine a toujours cherché à travailler pour assurer l'épanouissement du peuple valdôtain selon un système qui conjugue le développement économique à l'équité sociale et à la sauvegarde d'un modèle culturel particulier, unissant renouvellement et identité ;

Estimant que nous devons impérativement œuvrer ensemble, pour traverser la tempête, motivés par un profond sentiment de responsabilité envers toute la communauté valdôtaine pour qu'elle puisse retrouver la confiance en l'avenir et en particulier envers les jeunes auxquels il est indispensable de garantir les bases pour leur vie ;

DONNE MANDAT A SES ELUS

au niveau du Parlement Italien, à l'échelon régional et communal :

- de défendre et de promouvoir les intérêts de la Vallée d'Aoste, de tous les Valdôtains et de tous ceux qui ont choisi la Vallée d'Aoste comme l'endroit où élever leurs enfants ;

- d'investir sur les secteurs-clés de l'économie et de continuer à garantir des hauts niveaux des services dans le domaine de la santé, des politiques sociales, de l'éducation et de la culture, des politiques du travail, de la formation professionnelle ;

- de soutenir de nouvelles idées dans l'ensemble des activités économiques, en mettant en place des actions publiques utiles pour encourager et accélérer cette évolution ;

- de poursuivre le renforcement de l'aide aux collectivités locales qui épargnent et qui investissent, faisant la preuve d'une bonne gestion de leurs ressources, tout en mettant en place des mesures qui puissent limiter la dépense publique, ainsi que les dépenses liées à la gestion administrative et politique de la Région ;

- de regarder avec attention aux nouvelles générations, en les dotant d'instruments d'éducation et de formation qui puissent les aider à s'insérer dans le monde du travail et à réaliser leurs projets de vie ;

- de soutenir les entreprises les plus touchées par la crise, en leur réservant des règles et critères spécifiques pour qu'elles arrivent à investir dans la recherche, l'innovation et l'évolution des processus de production ;

- de soutenir les familles qui sont les cellules fondamentales de la vie sociale, et qui risquent d'être les sujets les plus durement touchés par la crise économique, l'augmentation des charges fiscales, l'aggravation du chômage, la récession et l'inflation ;

- de confirmer les mesures anticrise déjà entreprises depuis 2009.

Suite de la page 1

«Tous ensemble nous sortirons de cette crise»

être présente. Non pas pour que la Région devienne un entrepreneur mais pour guider, conduire, aider, créer des économies, voire même, des microéconomies qu'on ne trouve pas ailleurs.

Aider à faire l'effort de se tourner vers l'extérieur, vu qu'ici la demande est très réduite et c'est parfois un concept justement difficile à faire passer au sein de notre communauté, de s'adresser à l'extérieur mais il faut y croire.
Une initiative déjà expérimentée dans le tourisme qui produit des résultats. Une démarche peut-être plus difficile à imaginer pour les secteurs de l'industrie et de l'artisanat, en raison de notre petite dimension, habitués que nous sommes à des marchés très restreints et très peu habitués à "faire système" pour essayer de se proposer sur de nouveaux marchés.

D'ailleurs, les changements de cette période imposent de regarder vers des directions nouvelles, si possible capables de créer de nouveaux emplois ainsi que de nouvelles figures professionnelles.
Dans ce sens, notre territoire peut et doit représenter une opportunité plutôt qu'une limite. Il y a déjà des investissements dans ce sens, pensons au secteur de l'hydroélectrique et à tous ceux qui y ont investi et qui travaillent dans cette nouvelle direction ou en général dans le secteur des énergies renouvelables.

Je ne veux pas entrer dans le mérite des propositions et des investissements qui seraient plus valables que d'autres.

Ce que je veux réaffirmer, c'est notre volonté aujourd'hui et en ce moment de prendre nos responsabilités vis-à-vis de la collectivité valdôtaine. Ceux qui administrent et qui gouvernent ont sans doute des responsabilités supplémentaires et ils font des choix difficiles qui souvent ne payent pas d'un point de vue électoral, mais qu'il faut assumer.
Plus aisés, en cette période, le rôle et le travail de l'opposition, pour le moins de certaines oppositions, qui contestent tout ce que l'on fait. Une attitude que l'on retrouve presque pour chaque sujet et pour chaque décision.

Nous revendiquons, aujourd'hui, notre vocation à gouverner, parce que légitimés par le consensus populaire. Nous affirmons, aujourd'hui à la Vallée d'Aoste et aux Valdôtains, notre volonté de gérer cette phase difficile, de vouloir, avec un esprit de concertation et de collaboration avec tout le monde, continuer à travailler pour le bien de la Vallée d'Aoste, d'investir pour sa croissance, d'assumer avec les autres partenaires de la majorité les responsabilités, difficiles, que cette période exige et de demander aux Valdôtains un effort de compréhension, d'unité et de sacrifices.

Tous ensemble, cette communauté qui est guidée par l'Union Valdôtaine saura trouver la voie pour sortir de ce moment difficile, pour continuer à avoir de l'optimisme, à croire au futur et aux possibilités que cette terre offre.

L'autre jour, j'ai reçu une lettre d'un ouvrier qui voulait partir de la Vallée d'Aoste pour chercher du travail. Nous travaillerons afin que tout le monde, surtout ceux qui vivent des moments difficiles, puisse trouver en Vallée d'Aoste le lieu où continuer à vivre, à travailler, et pour les jeunes, le lieu où construire une famille, où se tourner vers l'avenir de manière optimiste, heureux et fiers de vivre dans cette région.

Merci de votre attention et bon congrès à tout le monde.

Ego Perron

La section de l'Union Valdôtaine de Châtillon

organise un **Dîner de Noël**

SAMEDI 17 DECEMBRE 2011 à 20h00
au Restaurant «L'Esprit Libre»

Le prix est de 25,00 euros. Pour les réservations, s'adresser à la Présidente de la section, Mme Daniela Rigollet, tél. : 349/3433286 ou à Mme Viviana Hérin, Secrétaire de la section, tél. : 338/3765311, dernier délai jeudi 15 décembre.

La section de l'Union Valdôtaine d'Aoste-Ville

organise son **buffet de Noël**

SAMEDI 17 DÉCEMBRE, À 20H
Au Sweet Rock Café d'Aoste
Rue du Petit-Saint-Bernard

Le prix du buffet est de 23 euros (boissons incluses) Pour les réservations, prière de verses la somme au Siège Central de l'Union Valdôtaine avant le samedi 10 décembre.

Conformément aux dispositions de la loi n° 196 du 30 juin 2003, nous vous informons que les coordonnées de ceux qui reçoivent chez eux «Le Peuple Valdôtain» apparaissent dans la liste des adresses de l'Union Valdôtaine. Le titulaire du traitement est le Mouvement politique Union Valdôtaine, 29, av. des Maquisards – 11100 Aoste. Nous vous informons également qu'aux termes de l'article 7 dudit décret il vous est possible de demander à tout moment la modification, la mise à jour ou l'effacement des données vous concernant, en écrivant simplement à **Union Valdôtaine • 29, Av. des Maquisards • 11100 Aoste.**

Le peuple valdôtain
Hebdomadaire de l'U.V. et du groupe de l'U.V. au Conseil régional

Editeur
«Nouvelle Editrice Le Peuple» S.r.l.
27, 29 Av. des Maquisards
Aoste - Tél. 0165.234140
Fax 0165.261469
redaction@lepeuplevaldotain.com

Directeur responsable
Giuseppe RIVOLIN

La page 8 est coordonnée par le Groupe U.V. du Conseil de la Vallée

Enr. trib. d'Aoste n. 2 du 24-5-1954

TIPOGRAFIA DUC
16, Grand-Chemin - Saint-Christophe
Tél. 0165.23 68 88
Fax 0165.18 45 153

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

PUBLICITÉ s'adresser à
MUSUMECI SPA
97, loc. Amérique - 11020 Quart
Tél. 0165.76.12.06 - Fax 0165.76.11.12

ABONNEMENTS
€ 25 Italie – € 30 Etranger

TARIFFE INSERZIONE
TARIFFE A MODULO

CLIENTI LOCALI
• Commerciali € 21,00 al modulo
• Occasionali € 26,00 al modulo
• Finanziari, legali € 31,00 al modulo

CLIENTI NAZIONALI
• Commerciali € 26,00 al modulo
• Occasionali € 36,00 al modulo
• Finanziari, legali € 41,00 al modulo

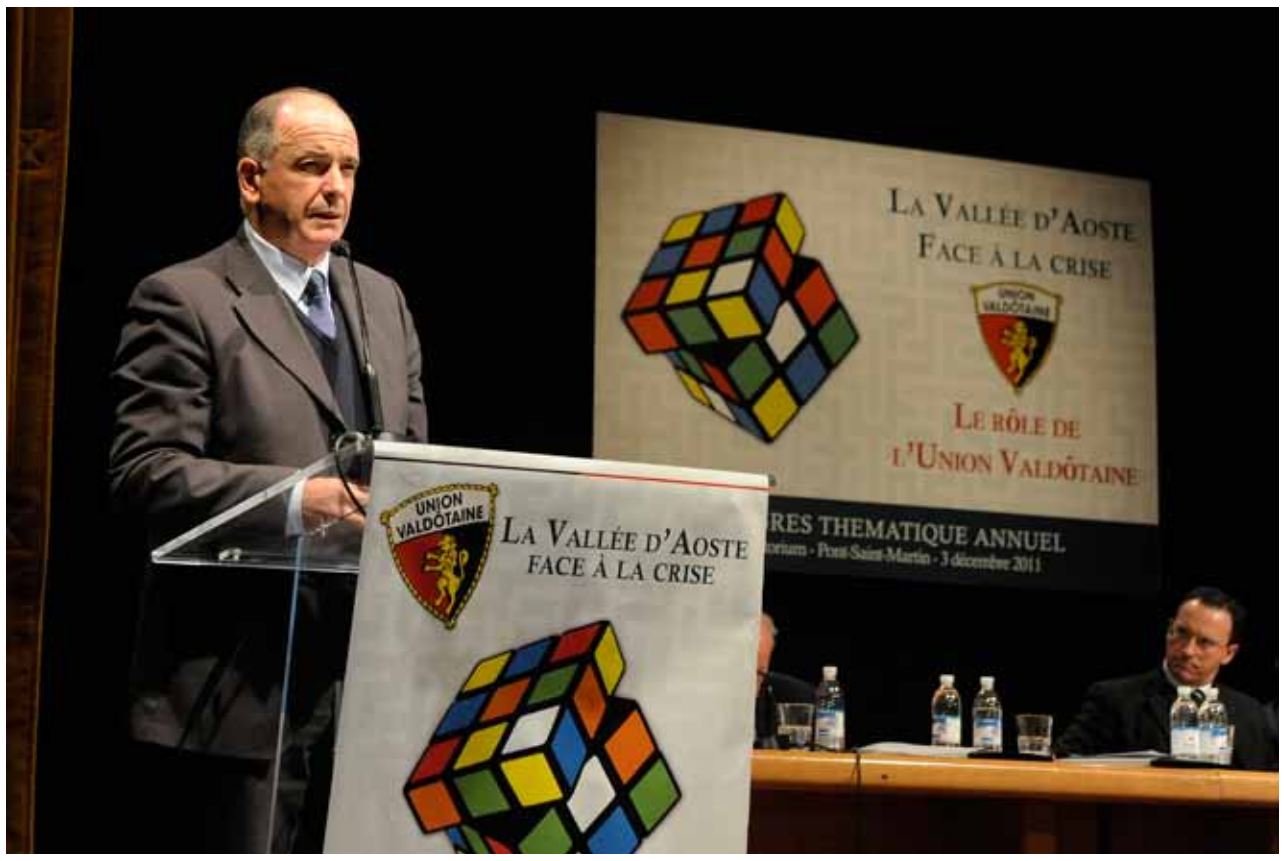
SCONTI PER INSERZIONI CONTINUATIVE

Questo periodico è iscritto all'Unione Stampa Periodica Italiana

Allocution du président du Gouvernement régional Augusto Rollandin au Congrès du Mouvement à Pont-Saint-Martin

« Le monde change, il faut que nous changions aussi »

Bonjour à toutes et à tous,
Merci de m'avoir donné la parole.
Je crois que cette matinée nous donne la possibilité de saisir un thème très difficile et très engageant comme celui de la crise. Une crise qui a différents volets : il y a la crise de l'environnement, celle des institutions, la crise financière et économique et encore la crise sociale. Donc il y a toute une série d'aspects qui sont marquants d'une période difficile.
Notre région – à laquelle, récemment encore, l'agence Fitch Ratings a confirmé l'attribution de la note à long terme « AA+ » et de la note à court terme « F1+ » avec des perspectives stables – n'est toutefois pas à l'abri de la crise financière internationale et des contrecoups de l'évolution des marchés. Ce risque existe, même si – dans l'ensemble, malgré des tendances contrastées et un important impact de la crise internationale sur le système local – il ressort des différentes analyses conjoncturelles que, si l'on compare notre région aux autres, les principaux indicateurs socio-économiques la situent encore à une place importante à l'échelon national.
Pour présenter notre réalité de manière plus détaillée, j'estime cependant nécessaire de souligner la persistance de difficultés dans certains secteurs, comme celui de l'industrie, d'une instabilité du marché de l'emploi et d'une augmentation du nombre de personnes découragées.
Pour soutenir la croissance des entreprises et pour ne faire manquer ni à celles-ci, ni à tous les citoyens, en général, les services nécessaires pour survivre dans une réalité petite et décentralisée, l'Administration régionale a investi et continue d'investir des ressources considérables.
Les restrictions imposées par la législation européenne – avec l'introduction du pacte de stabilité et les dispositions financières qui en découlent, adoptées à l'échelon des États – nous ont amenées à élaborer des stratégies spécifiques pour le maintien du tissu productif de la Vallée et de l'emploi de centaines de Valdôtains, qui passent aussi bien par des mesures structurelles que par certaines mesures d'urgence, qui se sont imposées en ce moment particulier.
Je pense notamment aux mesures pour l'essor des jeunes entreprises, aux nouvelles dispositions pour l'octroi de financements à taux avantageux en faveur des coopératives de construction, aux interventions pour l'essor des entreprises industrielles et artisanales, aux mesures en faveur de la recherche et du développement et aux premières expérimentations de télétravail, ainsi qu'à l'élaboration du Plan régional de politique de l'emploi, qui consacre une grande attention au soutien de la formation et à l'emploi des dernières générations et, notamment, des jeunes chômeurs titulaires d'un diplôme ou d'une licence.



Le taux d'activité est de 71 %, le taux d'emploi (de 15 à 64 ans) est de 67,6 %, pour le deuxième trimestre 2011, alors que le taux de chômage est stable, à 4,8 %, valeur qui est toutefois l'une des plus élevées de ces huit dernières années.
Malgré cela – et dans un contexte difficile, soulignons-le – la position relativement meilleure de notre réalité territoriale par rapport aux autres est confirmée par les indicateurs qui se rapportent : à l'ensemble de l'Italie, dont le taux d'activité est de 62,1 %, le taux d'emploi de 57,3 % et le taux de chômage de 7,8 % ; à la zone du Nord-Ouest, dont le taux d'activité de 68,5 %, le taux d'emploi de 64,5 % et le taux de chômage de 5,7 %.
Il ressort des autres données relatives au « système travail » de la Vallée d'Aoste qu'au cours des neuf premiers mois de 2011, les embauches ont augmenté de 5,5 %, par rapport à la même période de 2010, et de 13,2 % par rapport à la période allant de janvier à septembre 2009. Dans ce cas aussi, le cadre est hétérogène.
L'élément le plus significatif est le fait que, malgré une augmentation en 2011 du nombre global de recrutements de 3 000 unités par rapport à 2008, année du début de la crise, les contrats à durée indéterminée diminuent progressivement et ne représentent plus que 14 % du total.
Le nombre de contrats de travail de courte durée (de 1 à 6 mois) a doublé, alors que, pour ce qui est de la passation de contrats d'apprentissage, non seulement les chiffres ne progressent pas mais, suite à l'entrée en vigueur du Texte unique, ils ont marqué un arrêt brutal.
La seule nouvelle modérément positive tient à la diminution d'environ 21 %, par rapport à la même période de 2010, du recours au chômage technique.

Travail et formation
L'activité de 2011 dans le domaine du travail et de la formation a été essentiellement conditionnée par les mesures visant à limiter les effets de la crise économique sur les travailleurs et sur les entreprises.
Pour faire face à cette conjoncture, l'Administration a engagé toutes les ressources disponibles dans deux instruments financiers synergiques : le Plan triennal de politique de l'emploi et le Programme opérationnel Emploi du FSE. Ceux-ci contiennent des mesures destinées à favoriser la rencontre entre la demande et l'offre d'emploi, ainsi qu'à soutenir les revenus et le recours aux amortisseurs sociaux, mais aussi des actions pour la formation, l'orientation et l'insertion professionnelle, de même que des aides à l'embauche ou au démarrage d'une activité indépendante ou professionnelle, aides destinées au travailleurs comme aux chômeurs, hommes ou femmes, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux immigrés.
Sur le versant du soutien aux revenus, nous avons financé la prolongation par dérogation des amortisseurs sociaux et les activités d'accompagnement de la réinsertion professionnelle des personnes concernées. En vertu de la signature de l'accord sur le recours par dérogation aux amortisseurs sociaux au cours des années 2011 et 2012 – à la suite de l'entente conclue entre l'État et les Régions au mois d'avril dernier, laquelle définit les modalités de financement y afférentes – l'Administration régionale couvrira les frais supplémentaires pour deux autres années : 60 % de la dépense est à la charge de l'État et 40 % à la charge de la Région (FSE). Les procédures engagées à ce jour sont au nombre de 38 et 87 travailleurs, appartenant à 15 entreprises, sont concernés.
Des mesures spécifiques ont été prises à l'intention des jeunes chômeurs. Il s'agit de l'organisation d'actions de formation professionnelle, de l'approbation d'une nouvelle mesure du Plan de politique de l'emploi, visant à favoriser le recrutement des jeunes et l'apprentissage.
En 2011, la Région, de concert avec les partenaires sociaux et dans le cadre du Conseil des politiques du travail, a défini un nouveau modèle pour les cours biennaux de formation professionnelle destinés aux jeunes, âgés de 16 à 20 ans, qui ont abandonné l'école à la fin de la scolarité obligatoire, sans avoir obtenu ni titre d'études, ni qualification professionnelle.
Ces cours, confiés à des organismes de formation accrédités, ont démarré en automne. L'activité de formation a comporté globalement un engagement financier s'élevant à plus de 2 700 000 euros.
J'aimerais souligner l'institution, pour la première fois en Vallée d'Aoste, de cours de formation professionnelle sur deux ans. Lesdits cours préparent à l'exercice des professions telles que carrossier, électricien réseaux, chauffagiste, commis de cuisine, commis de salle/bar, coiffeur/coiffeuse, esthéticien/esthéticienne.
Du fait que ces cours sont centrés sur la compétence professionnelle, définie par le profil de référence, et caractérisés par la prépondérance des activités théoriques et pratiques et par une expérience significative acquise dans le cadre de stages en entreprise, ils se distinguent par leur forte empreinte professionnelle et le fait qu'ils ouvrent immédiatement aux élèves les portes du monde du travail.
La durée de chaque parcours est de 2.000 heures, réparties sur une période de 2 ans.
Les organismes de formation, qui gèrent lesdits parcours ont répondu à un appel à projets spécifique, et sont les suivants : l'école hôtelière de la Fondation pour la formation professionnelle dans le secteur touristique de Châtillon, le *CNOS FAP* Don Bosco de Châtillon, le Consortium Projet Formation d'Aoste.
Les référents des associations professionnelles ont joué et jouent encore un rôle important dans ces parcours. En effet, ils n'ont pas seulement participé au choix et à la définition des profils professionnels, ainsi que du modèle des cours, mais ils sont intervenus directement à chaque phase de l'activité, en collaborant avec les organismes de formation, et ce, au niveau de la conception, de l'organisation et de la gestion desdits cours, ainsi que de l'enseignement et du choix de professionnels qualifiés, mais également dans le suivi et l'évaluation des apprentissages.
Les 7 initiatives ainsi lancées proposaient 113 places et ont connu un succès considérable : à l'issue d'un premier écrémage des très nombreuses demandes, réalisé par le Centre d'orientation de la Région au moyen d'entretiens et de parcours d'orientation, l'on a enregistré 147 inscriptions formelles et, à la fin de la procédure de sélection, 104 personnes ont été admises à suivre lesdits parcours.
Pour les cours permettant de former des électriciens réseaux et des chauffagistes, presque tous les requérants ont été acceptés, alors que, pour les autres cours (carrossier, commis de cuisine, commis de salle/bar, coiffeur/coiffeuse et esthéticien/esthéticienne), les demandes dépassaient le nombre des places disponibles.
Pour ce qui est des politiques en faveur des JEUNES, le Gouvernement régional a donc décidé d'agir sur deux fronts : celui de la formation professionnelle au sens classique du terme, qui nous permettra d'ici deux ans d'avoir sur le marché du travail ces professionnels bien préparés, que les entreprises se plaignent de ne pas trouver aujourd'hui ; celui de la haute qualification, pour les titulaires de diplômes et de licence, auxquels il offre la possibilité d'achever leur formation dans tous les coins du monde, en prenant en charge les frais y afférents par le biais de l'octroi de bons de formation et de bourses de recherche.
Nous allons passer sous peu un accord avec la Région Piémont, afin que les jeunes de chez nous puissent s'appuyer sur son solide réseau d'entreprises et effectuer des stages auprès de ces dernières, avec un soutien financier de l'Administration régionale.
Par ailleurs, les modifications du Plan triennal de politique de l'emploi 2009-2011 ont encouragé le recrutement de jeunes titulaires d'un diplôme ou d'une licence et âgés de 18 à 32 ans. Les nouvelles dispositions prévoient, en cas de recrutement sous contrat à durée indéterminée, le remboursement aux entreprises de 50 % des dépenses

SUITE PAGE 6

Le discours du président de la section de l'Union de Pont-Saint-Martin Marco Sucquet

L'ouverture des travaux du Congrès a été consacrée, comme d'habitude, aux discours de bienvenue du syndic et du président de la section de la commune qui a accueilli l'assemblée du Mouvement.
Les précédents Congrès s'étant déroulés depuis trois ans à Saint-Vincent, cette année, les unionistes se sont déplacés vers Pont-Saint-Martin. Le président de la section locale du Mouvement, Marco Sucquet, a fait son discours de bienvenue aux congressistes. *« Le Congrès de cette année est plus que jamais important* – a dit Sucquet – *parce que les discours que nous entendrons à cette occasion serviront à tracer les lignes politiques du futur. Le rôle que l'Union Valdôtaine doit jouer dans ce sens est fondamental, surtout en ce moment : on doit donner des réponses claires et concrètes. On doit dépasser les personnalismes et les rancunes. On doit sortir d'une période sombre, et c'est seulement tous ensemble que l'on peut espérer y parvenir».*

Le discours de bienvenue du syndic de Pont-Saint-Martin Guido Yeuillaz

Le syndic de Pont-Saint-Martin Guido Yeuillaz est un unioniste aussi. Élu à cette charge le 23 mai 2010, il était déjà syndic depuis le mois de juin 2008, quand son prédécesseur Albert Crétaz avait été élu au Conseil régional.
« La crise économique dont on parle aujourd'hui dans ce Congrès est un argument à la une en ce moment. – a dit le syndic Guido Yeuillaz – *La commune de Pont-Saint-Martin est très contente d'accueillir ce rendez-vous si important, surtout en cette période historique. Le moment est peut-être venu de rappeler nos valeurs d'autrefois, qui ont été mises de côté durant ces années de bien-être. C'est pourquoi, cette assemblée nous permettra de comprendre aujourd'hui ce que l'on peut espérer des prochaines années qui nous attendent : nous sommes exposés à des risques, mais nous avons les capacités d'en sortir. Et nos élus sont les meilleurs interlocuteurs pour surmonter cette situation très complexe».*

Dix allocutions dans l'après-midi du Congrès thématique de l'Union Va

La crise vue de la base unioniste : so

Le long après-midi du Congrès thématique de l'Union Valdôtaine a vu dix congressistes monter sur l'estrade pour faire part de leurs expériences sur le thème de la crise.
Voyons dans le détail les thèmes affrontés par les orateurs : vous trouverez les allocutions intégrales sur le prochain numéro de "Le Peuple Valdôtain" du jeudi 15 décembre. En revanche, sur le site internet www.unionvaldotaine.org sont déjà disponibles - dans la section dédiée au Congrès - les photos de l'assemblée et les enregistrements, téléchargeables dans le format Mp3.

Cristina Vuillermin (Verrès) «Réduction des frais et maintien des services»

C'est la section de Verrès – à travers les mots de sa présidente Cristina Vuillermin - qui a inauguré le débat de l'après-midi. *«Le Val d'Aoste vit peut-être une situation meilleure par rapport au reste de l'Italie, mais la basse Vallée ressent davantage de la crise du secteur industriel, avec des entreprises qui sortent du processus de production et des travailleurs qui risquent le chômage. La réponse à ces difficultés pourrait être le micro- crédit, qui surtout dans les petites surfaces pourrait répondre de manière positive au malaise économique. Mais, côté administration publique, il faut surtout maintenir les services à la population tout en réduisant les frais de gestion. Et il faut rappeler, encore, que la Vallée d'Aoste ne profite pas dans sa totalité des bénéfices des activités touristiques».*

Guido Corniolo (Savt) «Attention au chômage chez les jeunes»

Le secrétaire du Savt Guido Corniolo a lancé un cri d'alarme du podium de Pont-Saint-Martin. *«Attention au chômage, qui est le premier effet de cette crise. Les victimes de ce phénomène sont surtout les jeunes, mais aussi ces travailleurs âgés qui - une fois qu'ils perdent leur emploi - ne réussissent plus à se situer à nouveau sur le marché du travail. L'administration publique doit être très attentive à ce propos, car parallèlement au développement économique, il doit y avoir aussi le développement social».*

Stefano Aggravi (Jeunesse) «Le système scolaire doit être plus performant»

La Jeunesse Valdôtaine indique le chemin à suivre pour remonter la pente. Et le premier pas, selon l'animateur principal Stefano Aggravi, *«est une réforme du système scolaire, qui en Italie et au Val d'Aoste aussi ne prépare pas au monde du travail. Il faut avoir une vision durable du développement et essayer de donner plus de certitudes à la société. La grande transformation que la mondialisation est en train d'apporter à la société moderne est un changement net par rapport aux conditions qui nos pères et nos mères ont vécu.*
Certes, les temps changent, et l'époque de l'emploi stable est terminée : mais il faut augmenter la méritocratie dans le monde du travail, et surtout soutenir la famille, noyau fondamental de notre société».

Fabio Marra (Donnas) «Innovation et petits pas»

L'importance de l'innovation a été soulignée dans le discours de Fabio Marra, président de la section de Donnas. Un document, le sien, qui a été partagé par toutes les sections de la basse Vallée.
«Le mot clé doit être "Innovation" : c'est seulement en innovant que le Val d'Aoste pourra revenir aux standards que nous connaissons tous. Mais il ne faut pas exagérer : la politique des "petits pas" doit résister, parce que - surtout en cette période – il est important de n'oublier aucune catégorie sociale».

aldôtaine

olutions et engagements

Dino Viérin (Jovençan)
«Définir notre position face à la crise»

«*Il faut que l'Union Valdôtaine soit plus claire sur sa position face à cette crise.* - a dit Dino Viérin - *Pour l'instant, cette position n'est pas trop évidente. Et il faut aussi raisonner sur ce qui vient d'arriver : la révolution libérale italienne n'a pas produit d'effets, sinon une pression fiscale de presque 50% et une hausse de la Tva. La baisse de ressources financière nous oblige à faire une échelle de nos objectifs. Et encore, côté territoire, il faut l'exploiter mais aussi l'entretenir. Et pour faire cela, il est nécessaire que les Communes aient des ressources propres, parce que ce sont les Communes qui fournissent les services à la population. Trop souvent, durant ces années, les choix de cette administration n'ont pas tenu compte de ces exigences*».

Albert Crétaz (Pont-Saint-Martin)
«Sécurité économique pour tout le monde»

Le conseiller régional Albert Crétaz - ancien syndic de Pont-Saint-Martin - a rappelé que «*dans ce moment historique, il est important de maintenir des salaires décents pour les travailleurs, ce qui porterait à la sécurité économique du tissu social de base, qui est une condition primaire afin que cette crise se termine au plus tôt. Le problème est que les hommes n'en tirent presque jamais de leçons du passé. En 2007-2008, nombreux ont été ceux qui comparaient la faillite boursière du moment à la grande crise de 1929. Alors les Etats ont réagi, les choses se sont calmées pour un temps, mais ne se sont pas arrangées.*
Le Congrès a bien fait d'aborder ce thème : je crois que les valeurs de la société valdôtaine comme la solidarité, la fraternité et la conscience historique deviennent les points de départ du travail à faire pour sortir de cette impasse».

Luciano Caveri (Saint-Vincent)
«Il faut décider en vitesse»

Le conseiller régional Luciano Caveri a fait le point de la situation. «*La faiblesse de l'Europe existe, et dans cette faiblesse l'Italie a vécu une crise encore plus forte. Une crise qui était déjà évidente il y a un an, même si Berlusconi et Tremonti la niaient. Eux, ils ont des responsabilités lourdes sur la situation qui s'est créée. Avec l'arrivée du gouvernement Monti, le PdL a viré encore plus à droite. Il est désormais un parti nationaliste italien. Et nous, qui en quelque sorte sommes devenus un parti nationaliste valdôtain (mais le terme "nationaliste" doit être lu d'une autre manière), nous ne pouvons pas être tellement d'accord avec eux. Notre slogan "ni droite, ni gauche" est plus que jamais important*».

Alain Benetti (Chesallet)
«Retrouver le goût de la découverte»

Alain Benetti a présenté un document présenté au Congrès par les sections de Sarre et de Chesallet. «*La crise existe, inutile de la nier. Et l'Administration publique devra raisonner en considérant les effets importants que ce phénomène aura sur le tissu social. Mais ce même tissu social a le devoir de se soulever et d'essayer de combattre : il faut que tout le monde – surtout les jeunes - ait le courage de retrouver le goût de la découverte et de l'aventure. Sans enthousiasme, on n'arrivera jamais à laisser derrière nous cette période*».

Manuela Zublena (Saint-Marcel)
«Réponses concrètes aux problèmes»

L'assesseur régional à l'Environnement Manuela Zublena a sa solution à la période de crise. «*La politique dans ce moment historique a montré sa faiblesse, et la naissance du gouvernement technique de Mario Monti en est la preuve. C'est pourquoi, la classe dirigeante doit commencer à nouveau à donner des réponses. A propos des déchets, c'est ce que l'on a essayé de faire : donner une réponse concrète à un problème réel. Et le fait de toujours se situer contre, qu'on a pu voir dans ce cas, est le symbole même de cette crise*».

Ennio Pastoret (Gignod)
«Ce gouvernement a bien travaillé»

L'assesseur régional aux Activités productives et à l'Artisanat Ennio Pastoret a souligné, dans son intervention, la validité du travail accompli jusqu'à maintenant par le Gouvernement régional. «*Dans une situation très difficile, le Gouvernement valdôtain a su prendre les mesures de ce phénomène et a essayé de trouver des solutions. Je revendique la validité du projet administratif et politique de ce groupe d'hommes et de femmes qui, ces trois dernières années, ont su interpréter les besoins et les nécessités de la population valdôtaine*».

La matinée du Congrès de samedi dernier à Pont-Saint-Martin a revu les contenus des Statuts de l'Union Valdôtaine.
Depuis le mois d'octobre, les sections avaient été appelées à proposer des amendements aux articles de la Charte du Mouvement. Sept d'entre eux ont été approuvés.

La matinée du Congrès a été consacrée à la modification des Statuts

Sept changements dans la Charte de l'Union

S'engager pour les langues
La section de Jovençan avait proposé d'ajouter, à la fin du premier alinéa de l'article 8, que «Chaque membre a le devoir d'utiliser les langues du peuple valdôtain : le français, le franco-provençal et les parlers walser». Une conception qui a été adoucie après la contre-proposition du président de l'Union Valdôtaine Ego Perron, qui avait proposé de remplacer "a le devoir" par "s'engage". La modification a été approuvée avec deux abstentions seulement.

Cotisations suspendues
La section de Châtillon a vu approuver son amendement à l'article 9 du Statut qui traite la matière des cotisations des unionistes. Avec ce changement (voté à l'unanimité avec deux abstentions seulement), les administrateurs régionaux et locaux qui ne verseront pas 3% de leurs indemnités au Mouvement seront suspendus jusqu'à la régularisation de leur position.

Mandat impératif au Conseil Fédéral
Depuis samedi, les délégués au Conseil Fédéral seront obligés de voter selon les indications de leur section d'appartenance. L'amendement proposé par la section de Saint-Martin-de-Corléans change l'article 20 des Statuts (et, par conséquent, le règlement électoral aussi) : le nouveau texte est le suivant "Lors des séances, chaque membre représente la Section ou l'Organisation d'appartenance et répond – à travers le choix qu'il est appelé à effectuer, ainsi qu'à travers les voix qu'il exprime - au mandat qu'il a reçu de celle-ci" : cinq abstentions, le reste de l'assemblée est favorable.

Le Comité Fédéral propose
Un petit changement à l'article 22, qui parle des pouvoirs du Comité Fédéral : au troisième alinéa, la phrase "il ratifie la liste des candidats qui sont proposés par les Sections" devient "il ratifie la liste des candidats qui sont proposés par le Comité Fédéral". Unanimité pour l'amendement de la section de Jovençan.

Des commissions unionistes
Le nouvel article 23 prévoit la constitution au sein du Comité Fédéral, dans un délai d'un an à partir de sa nomination, de commissions de travail présidées par les conseillers régionaux de l'Union Valdôtaine. Avec 19 abstentions, ce nouveau texte proposé par les sections de la haute vallée du Grand-Saint-Bernard est approuvé.

Candidature à la présidence de 20 à 15 jours de délai
Les délais pour proposer sa propre candidature à la présidence de l'Union Valdôtaine ont changé : depuis samedi, les futurs présidents devront déposer leur candidature au Siège Central d'Aoste de 20 à 15 jours avant le Congrès. Avec 7 abstentions et deux votes contraires, ce changement proposé par les sections de la haute vallée du Grand-Saint-Bernard est approuvé.

Le Président de l'Union ne sera pas Président du Conseil
Enfin, un changement au dernier alinéa de l'article 30 (proposé par la section de Brissogne) : en effet, il s'agit d'une modification qui prévoit que le poste de président de l'Union Valdôtaine est incompatible avec celui de Président du Conseil.

Suite de la page 3 «Le monde change, il faut que nous changions aussi»

éligibles – qui correspondent au coût des salaires pendant une durée maximale de 12 mois,, à compter de la date dudit recrutement, si le travailleur est défavorisé, ou de 24 mois si le travailleur est très défavorisé – et de 40 % desdites dépenses en application régime *de minimis*.
Par ailleurs, toujours pour les jeunes âgés de 18 à 32 ans, le régime prévoit lors de l'embauche sous contrat à durée indéterminée de personnels travaillant sous contrat à durée déterminée pour une agence d'emploi, un remboursement de 40% aux entreprises, effectué par l'employeur privé utilisateur, au titre de la transformation des contrats temporaires en contrats à durée indéterminée sans solution de continuité, ainsi que pour la transformation de contrats d'apprentissage en contrats de travail à durée indéterminée, et ce, avant l'échéance prévue.
Pour ce qui est de l'apprentissage, un protocole d'accord avec les partenaires sociaux est en cours de définition : ce texte vise à établir les conditions d'application de la nouvelle législation et à apporter des innovations, ainsi que des simplifications aux procédures d'application, au lendemain des importantes modifications introduites par le Texte unique sur l'apprentissage, promulgué par le décret législatif n° 167 du 14 septembre 2011.
D'autre part, l'enquête sur les chômeurs inscrits sur les listes, qui a permis de déterminer quels sujets étaient effectivement intéressés par la recherche d'un emploi et les politiques actives est terminée.
La mise en place d'un système informatique unique et intégré a accéléré l'inscription, de même que la sélection des données et des informations univoques et communes à tous les bureaux du Service ; le Gouvernement régional a adopté une délibération portant approbation des nouvelles règles d'octroi du statut de chômeur ; celles-ci prévoient, notamment, un nouvel accord de service à échéance annuelle. Une autre délibération du Gouvernement régional a introduit de nouvelles règles de placement ciblé, dans le cadre desquelles a été institué le registre des personnes handicapées et défavorisées prévu par la loi n° 68/1999, avec les modalités d'inscription à ce dernier et les dispositions relatives à la procédure de recrutement sur convocation pour les personnes handicapées.

- Plan triennal de politique de l'emploi : aides à l'embauche
  En ce qui concerne le Plan triennal de politique de l'emploi, que l'Administration régionale finance sur ses ressources propres, au 31 octobre 2011, des aides financières ont été accordées aux entreprises valdôtaines – dans le cadre des mesures destinées à soutenir les entreprises et les salariés – en vue de l'embauche d'environ 200 personnes sous contrat à durée indéterminée.
- Fonds Social Européen
  Le Programme opérationnel emploi du FSE (Fonds Social Européen) cofinance, par l'intermédiaire d'appels d'offres et d'appels à projets, des actions de formation, destinées aux personnes handicapées, aux étrangers, aux jeunes, aux chômeurs et aux femmes, ainsi que des interventions visant à concilier travail et famille. Ces parcours cofinancés touchent en moyenne 2 500 personnes par an.

L'ensemble des dépenses engagées au titre des différentes activités, qui ont concerné directement les organismes de formation accrédités, les collectivités locales, l'université et les écoles ont dépassé les 3.000.000 d'euros.
Une somme de 1.200.000 euros a été consacrée aux projets de recherche.
Plus de 100 personnes en chômage ont bénéficié de bons de formation, soit deux fois plus que l'an passé, et 346.748 euros ont été consacrés à ce projet.
La formation continue des personnels employés a comporté une dépense d'environ 5.000 euros pour près de 1.000 projets, soit trois fois plus au cours des deux dernières années.
Autre projet du secteur de la recherche et du développement technologique, l'appel à la création et au développement d'unités de recherche : ce dernier peut compter sur une dotation financière de 1.440.000 euros, dont une partie à valoir sur le FESR et le reste sur le FSE, s'adresse aux entreprises et instituts de recherche ou universités, en collaboration avec l'Assessorat des activités productives. Des activités spécifiques ont concerné les initiatives visant à l'intégration sociale et au développement du capital humain.
Point Entreprise, pour le lancement d'une activité entrepreneuriale
Le Service pour la création d'entreprises prévoit des interventions synergiques, qui vont de l'accueil et des conseils à l'entrepreneur potentiel, au suivi du parcours de développement de l'entreprise.
En 2011, 532.100 euros d'aides en capital ont été versés, au titre d'une soixantaine de projets présentés et financés dans des secteurs allant de l'artisanat au commerce.
Prochainement, l'Administration pourvoira à :

- l'approbation, dans le cadre du Système de certification des compétences, de certains profils professionnels dans le secteur de la coopération sociale, du profil du responsable social et de l'opérateur d'insertion professionnelle de sujets défavorisés ;
- l'implémentation du répertoire régional des profils professionnels, avec l'introduction de nouveaux profils et systèmes de compétences définis en accord avec les assessorats régionaux compétents et la définition des procédures opérationnelles de gestion des examens de qualification professionnelle, à l'issue des parcours de formation ;
- l'institution de la figure professionnelle de l'euro-conseiller en vue du renforcement de l'activité liée à la mobilité internationale des personnels ;
- la réalisation du dossier du travailleur, qui donnera un aperçu transversal des compétences, du parcours professionnel et de la formation du personnel inscrit à ce service.

Voilà les principales activités mises en œuvre en matière d'emploi. Il n'en reste pas moins que, compte tenu du fait qu'une nouvelle récession du système Italie est prévue pour le printemps 2012, il va nous falloir faire encore plus. Et le budget régional qui sera adopté sous peu va dans ce sens, sans lésiner sur les ressources financières et organisationnelles.

Augusto Rollandin

Allocution du sénateur de la République Antonio Fosson au Congrès du Mouvement à Pont-Saint-Martin

«Le Val d'Aoste est sous-estimé, il faut se soulever»

Merci au Comité Fédéral de l'Union Valdôtaine et au Président, de m'avoir donné la possibilité de parler aujourd'hui ici et merci à vous tous d'être ici.
Le thème du Congrès annuel me semble déterminant: quelle position doit-on avoir face à cette crise économique nationale et mondiale, et que doit-on faire pour la surmonter?
Partons d'abord d'une considération évidente: la crise est bien là, et aussi ici en Vallée d'Aoste (mais de manière moins évidente que dans les autres régions italiennes: et cela en raison des mesures pour contrecarrer la crise et des amortisseurs sociaux mis en place par l'Administration régionale, en raison même du tissu social valdôtain au sein duquel la famille par exemple est encore déterminante et parce que l'industrie du tourisme n'a pas perdu comme les autres réalités productives).
Le sérieux et la fiabilité de notre mouvement, de ses dirigeants et de tous les inscrits sont prouvés par le désir de vouloir affronter et discuter de ces problèmes, sans les contourner, et de trouver la voie pour en sortir.
Je voudrais partir d'une constatation qui vient de mon observation: il sera toujours plus difficile d'obtenir des aides importantes de la part de Rome et de n'importe quel gouvernement central, même si nous y avons beaucoup travaillé et je remercie d'ailleurs tous ceux qui m'ont aidé. Alors, à présent et à l'avenir, nous devrons toujours suer davantage pour maintenir ce qui a été acquis par le passé.
C'est-à-dire le respect de ce qui a été reconnu comme un droit et non pas comme un privilège! Et je dis cela même si ces derniers mois un dialogue avec le gouvernement central a permis d'obtenir certains résultats. L'accord sur un nouveau rapport fiscal signé en 2010, comme le prévoyait la loi 42, sur le fédéralisme fiscal, a été sûrement positif. Comme le fut l'achat de la Deval qui nous a permis de devenir les propriétaires avec nos centrales, du réseau de distribution de l'énergie qui nous donne une plus grande autonomie à travers l'usage de nos ressources.
Nous avons finalement obtenu que certaines places importantes comme celle de Président du Parc national du Grand-Paradis soient attribuées à des Valdôtains; le fait d'être arrivé à organiser une table de négociations avec le Ministre sur le pacte de stabilité pouvait être fondamental pour nous. Il s'agit de résultats significatifs mais certes insuffisants par rapport à nos attentes. Malheureusement, le dernier maxi amendement nous a frappé lourdement et de manière négative qui, à l'improviste et de manière inattendue, a revu de manière unilatérale notre pourcentage de participation à la crise nationale dans la loi de stabilité. Cela a été véritablement un "coup bas" contre nous et en faveur de la Sicile et de la Sardaigne. Nous pensions avoir instauré un dialogue correct avec Rome et nous ne nous attendions pas à ce revirement de situation qui nous a coûté 16 millions d'euros supplémentaires en 2012 et 19 en 2013. Et notre amendement, présenté pour nous opposer à cette décision, signé également par SVP et par les députés du Trentin n'a pas été accepté. Ils nous ont remis une norme de garantie, pour nous donner un petit quelque chose, mais nous avons maintenant compris que ces normes de sauvegarde ne servent plus à rien.
Cela nous a frappés surtout parce qu'à l'inverse du gouvernement Berlusconi dans son dernier acte, nous maintenons toujours nos promesses et nous honorons les accords passés.
Un rapport avec le précédent gouvernement qui, je le rappelle, avait commencé négativement quand, au moment de le soutenir (avril 2008), les autonomies avaient demandé de faire allusion, dans le discours du Premier, à une considération de son gouvernement envers les autonomies. La certitude de la majorité et, si vous me le permettez, l'arrogance d'une position, ont fait en sorte que Berlusconi n'a fait alors aucune allusion à ce que nous avions demandé. Et à partir de là, un vote négatif au moment de soutenir le gouvernement et sur les nombreuses mesures présentées au début. Ceux qui disent que j'ai toujours voté pour Berlusconi devraient compter toutes les fois que nous avons voté contre. Puis avec la crise de la majorité et la perte de nombreux sénateurs, le rapport entre nous et le gouvernement avait changé et un dialogue était né. Je pense que le devoir d'un parlementaire valdôtain est à la fois de ne jamais renoncer à sa propre identité mais également d'obtenir des résultats concrets et respectueux de notre communauté. Des résultats pour notre population, jamais à titre personnel! soulignons-le!
Un discours idéologique d'autre part, toujours contre ou favorable, n'aurait obtenu pour la Vallée aucun résultat.

Encore quelques considérations de mon expérience à propos de la situation actuelle des autonomies spéciales. La première est que les autonomies spéciales sont différentes entre elles de par leurs Statuts et leur régime fiscal. Il y a deux blocs différents, d'un côté la Vallée d'Aoste, le Tyrol du Sud et le Frioul, et de l'autre la Sicile et la Sardaigne. Et ce n'est pas un hasard si les trois premières régions autonomes ont déjà signé un accord fiscal avec l'Etat. La Sicile et la Sardaigne sont toujours en train d'en discuter. Et il est impossible, sinon par la reconnaissance de ces deux blocs différents, de trouver une unité entre celles-ci. Calderoli avait, en effet, compris cela en abordant de manière séparée les Régions à Statut spécial pour signer l'accord fiscal. Calderoli savait qu'il ne pouvait pas organiser une table unique de concertation ou bien savait-il qu'avec la Sicile et la Sardaigne, il serait très difficile de signer des accords fiscaux? Il est certain que lui aussi savait que nous sommes des gens sérieux et que nous respectons les pactes. Mais d'autre part il faut, cependant, rappeler que lorsque l'on a voté au Sénat pour concéder un parlementaire européen à la Vallée d'Aoste, la Ligue du Nord a voté elle aussi contre en oubliant de soutenir les minorités. Le PD s'y était également opposé, même si Veltroni au Giacosa, au cours de la dernière campagne électorale pour les législatives, l'avait promis.
Il est donc évident que notre force politique ne reçoit pas beaucoup d'aide en cours de route. Nous sommes souvent seuls, et avec tout le respect pour l'autre parlementaire, nous n'avons pas toujours voté uni (on est deux, mais différents).
L'axe avec le SVP est un rapport épisodique, même parfois d'amitié, mais leur orientation, leur nombre et un traité international pour leur sauvegarde (mais également leurs contradictions et leurs oppositions internes) font que leur voie est toute tracée. Mais à la fin de ces considérations, encore ces derniers mois, j'ai pu constater, et c'est ce qui me préoccupe le plus, qu'une vision négative progresse contre les autonomies: en période de crise, quand il y a moins d'argent, on essaye de faire payer les plus faibles. On parle encore de nos présumés privilèges et non de spécificité, on dit que nous avons trop, sans tenir compte des capacités administratives réalisées et aux services mis en place dans les territoires difficiles. Napolitano a admirablement bien reconnu que nous avons su innover et administrer correctement au cours de sa visite en Vallée d'Aoste. Le Ministre Giarda du Gouvernement a récemment répondu au député Nicco sur la réduction des fonds pour les émissions des minorités.
Il faut encore souligner que le bipolarisme n'aide sûrement pas les spécificités, au sein des deux blocs, il n'y a pas de place pour celui qui pense différemment et qui est plus petit.
A présent, nous avons le Gouvernement Monti et nous ne devons pas non plus attendre grand chose d'un gouvernement aussi atypique, même si lors de sa prise de pouvoir Monti a fait, à notre demande, une allusion aux autonomies spéciales et de là notre vote de soutien. Un gouvernement technique, comme l'a justement dit l'assesseur Pastoret, est un pouvoir exécutif qui fait des additions et des soustractions et rien d'autre. Cependant, il est juste de considérer objectivement qu'on ne pouvait pas continuer ainsi: la lettre d'intention envoyée par Berlusconi à Bruxelles et la crainte que le PD a de gouverner cette situation sont un fait réel. Et la conséquence de tout cela, c'est un gouvernement de techniciens qui entreprend les réformes que la politique nationale n'a pas été capable de faire.
Tout ce discours et toutes ces analyses à propos de nos rapports avec Rome nous disent une chose évidente: et pour en revenir au thème du Congrès, nous n'aurons pas beaucoup d'aides pour surmonter la crise et pour développer notre croissance.
Nous devrons la surmonter tout seul, en changeant, en inventant quelque chose de nouveau et en travaillant davantage.
Le peuple valdôtain est intelligent, travailleur et il a su trouver des solutions utiles dans des situations difficiles: je suis toujours surpris de voir dans nos campagnes ces petits murs de pierre pour construire des terrassements et les pierres mises de côté dans les prés pour agrandir les pâturages.
Alors que doit-on faire aujourd'hui et où agir? Les mesures mises en place, en Vallée d'Aoste, contre la crise sont nombreuses et intelligentes. Les chiffres des ouvriers sans emploi et du chômage sont plus bas que dans les autres régions. De grands changements sont-ils possibles avec nos seules forces? Et alors, ce petit peuple travailleur que peut-il faire (un flambeau au milieu de l'Europe)?

Nous pouvons avec plus de force et de détermination, miser sur la croissance de notre "facteur humain", sur les ressources de chaque personne et sur l'envie de travailler, apprendre et étudier de nos jeunes générations. Et faire en sorte que chacun mise sur le professionnalisme pour augmenter la qualité de ce que nous faisons et offrons. Là où l'offre touristique est de qualité, les gens continuent d'arriver, les malades provenant des autres régions arrivaient à l'Hôpital d'Aoste quand le chirurgien U. Parini y exerçait, les sabotiers de la Vallée d'Ayas étaient appelés partout pour leur habileté. Un peuple plus dynamique qui rejette une dimension d'assistanat et qui comprend que l'avenir et la croissance se construisent avec ses propres mains, un peuple qui retrouve sa véritable dignité.
Et pour obtenir cela, il faut avant tout un changement de mentalité et ne pas attendre de cadeaux des autres régions d'Italie et du Gouvernement central, car c'est seulement ce que je sais faire qui peut faire la différence.
Notre système scolaire est certainement parmi les meilleurs et réparti sur tout le territoire, l'université est devenue encore plus forte et une nouvelle université sera construite.
Nous devons, à commencer par ceux qui ont des responsabilités, donner plus en termes d'engagement et de partage.
Nous pouvons parler de la Juventus de Milan aux jeunes, mais il serait peut-être plus judicieux de leur dire que le monde est en phase de récession et qu'ils devront faire les sacrifices qu'ils ne nous ont probablement pas vus faire et qu'ils doivent étudier plus et mieux qu'avant.
La crise nous impose ce changement de mentalité. Je vois également la nécessité d'une plus grande capacité à travailler ensemble et à faire équipe. Il en est de même pour les communautés territoriales: respecter et garantir l'identité des petites communes aussi mais sans l'esprit de clocher.
Le travail, uni et commun, prime toujours et coûte moins cher.
Pour conclure, chaque crise entraîne toujours des sacrifices et de la douleur. Mais elle peut être positive si elle nous enseigne à changer de mentalité et à travailler mieux et à être plus unis pour accomplir ce grand pas en avant.
Notre peuple, notre petite mais grande communauté, grande comme je l'ai dit à Monti avant de voter, de par ses valeurs, sa capacité de cohésion, sa solidarité, sa disponibilité à toute épreuve, ses sacrifices et son travail surmontera cette crise et développera à nouveau sa croissance. Mais nous devons changer de mentalité, être prêts à affronter différemment les situations et tout miser sur le potentiel humain, sur ce que nous sommes mais surtout sur ce que nous pourrions être.

Antonio Fosson

Allocutions du Président du Conseil de la Vallée, Alberto Cerise

« Nous devons avoir la capacité de regarder à l'horizon avec l'aptitude qui a toujours caractérisé notre mouvement »

Chères et chers délégués,

Le thème de la crise économique et de ses effets sur le marché du travail est devenu l'un des axes portant de nos derniers congrès. C'est le signe évident de l'attention que notre mouvement porte aux questions réelles qui pèsent sur notre communauté et dont les solutions concrètes sont aussi le résultat des discussions que nous faisons en notre intérieur et qui se reflètent sur notre action aux différents niveaux administratifs et politiques.

Aujourd'hui, la faiblesse structurelle de la zone euro et le manque de stabilité économique mondiale nous obligent, d'une part, à prendre acte des mesures – voir les « manovre finanziarie » – pour contenir et faire rentrer la dette publique, qui, avec ses taux d'intérêt, rend vains tous les efforts et les sacrifices destinés à soutenir le pays. D'autre part, nous sommes obligés de réinventer des mécanismes pour soutenir la croissance de l'Italie et de notre Région en particulier.

Le terme de « crise » est aujourd'hui employé à toutes les sauces. Depuis 2008, début de la crise bancaire et financière, la crise est devenue crise de disponibilité et crise de liquidité. Elle a muté en crise économique, crise de la croissance, crise de la capacité productive. Ensuite, la crise a élargi ses mailles et a envahi le domaine des valeurs : en invoquant l'incapacité des décideurs d'arrêter la conjoncture, la crise économique s'est transformée en crise de la politique, crise de la confiance jusqu'à toucher les aspects de la morale et de l'identité.

C'est une sorte de poupée russe, où une figurine recèle en son intérieur une statuette plus petite, mais ayant un rapport avec la précédente.

Et tous les aspects de cette crise ont produit des effets qui ont touché avant tout la crédibilité des institutions, avec une force frappant sur la politique et sur les élus, en rendant parfois tendu le rapport entre les deux.

En ce moment, l'Europe et la crise en général sont intimement liées. Et le sauvetage de l'euro semble être un problème davantage politique qu'économique-financier. Il y a une crise politique de la zone euro, une crise de la gouvernance économique européenne.

Toutefois, la politique apparaît faible dans sa capacité d'aider, au nom d'un intérêt commun, les pays en difficulté temporaire.

Le vide laissé par la politique est rempli par les décisions de la Banque centrale européenne – ou du Fonds monétaire international – qui dicte les règles des politiques d'austérité sans avoir reçu aucune délégation de souveraineté.

A présent, pour sauver la zone euro, trois solutions sont envisagées.

La première, c'est la sortie de quelques pays de la zone euro, en créant le chaos général.

La deuxième, c'est la création d'une zone euro à deux vitesses : une partie forte formée par les pays ayant les budgets les plus en règles et une partie faible comprenant les pays à risque de défaut. Evidemment ces deux solutions impliqueraient une faillite partielle de l'Union européenne.

La troisième solution, c'est une Europe politique, libre et unie : à savoir, le rêve des pères fondateurs.

Cette crise de la gouvernance européenne nous conduira à revoir les traités de l'UE si nous ne voulons pas entraîner la dissolution de la zone euro, avec des retombées gravissimes pour les différents pays, ce qui engendrerait de véritables désastres pour les épargnants.

Quant à la situation italienne, nous avons souffert de la vulnérabilité due aux problèmes que le Gouvernement précédent s'est retrouvé à aborder.

Une fragilité qui se manifestait tant au niveau politique qu'à celui individuel, avec des forces politiques toujours en conflit et une personnalisation excessive de la politique même.

Cette situation a aussi généré une crise de crédibilité de l'Italie au niveau international, qui s'est répercutée sur les marchés et sur les investisseurs.

Toutefois, la crise de confiance n'est plus seulement une question entre citoyens et politique, entre forces politiques, entre pays et systèmes financiers : elle a fini par concerner aussi les instituts bancaires qui, n'ayant plus confiance les uns avec les autres, ont rendu plus difficile l'accès au crédit, en pénalisant les investissements. A présent, ce problème semble être étouffé suite à l'intervention des grands groupes financiers.

Aujourd'hui que nous avons un Gouvernement soi-disant de « solidarité nationale », avec un fort soutien de toutes les forces politiques et qui a été accueilli favorablement sur le plan international, il ne reste qu'à attendre une amélioration de notre position, eu égard aux décisions qu'il assumera. Et pour ce faire, il y aura un prix important à payer pour tous les citoyens.

En ayant résolu, pour le moment, le problème de la crédibilité du Gouvernement de notre pays, il est juste de demander un contexte européen d'aides, qui soit plus dynamique et plus crédible que celui actuel.

En étant conscients qu'il est nécessaire de nous structurer au mieux pour faire en sorte que l'expansion de l'Europe dans notre système ne comporte pas de pertes de souveraineté. Nous avons 325 milliards de titres publics à placer sur le marché en une année. Leur rente et leur coût vont fortement dépendre de la crédibilité, voire de la confiance, des investisseurs.

La question que nous nous posons est alors la suivante : comment aborder un thème d'une si vaste portée et quel est le rôle de notre mouvement ?

Si nous regardons à l'étymologie du terme crise, la définition de ce mot grec « krisis » se trouve dans le mot « décision ». Donc une crise est en fait un moment où il y a une décision à prendre. Et nous ajoutons que pour prendre une décision il est nécessaire d'intégrer dans la réflexion les opportunités et les dangers offerts par cette crise. C'est l'intégration des deux – dangers et opportunités –, et non la focalisation sur l'un, qui offrira les clés pour une bonne prise de décision.

Et je crois que c'est dans cette définition que nous pouvons insérer notre réponse.

Les élus de l'Union Valdôtaine ont fait en sorte que, dans cette crise et aux différents niveaux de gouvernements, nous assurions des prises de décision.

Nous avons su le faire en œuvrant concrètement : depuis 2008, le Gouvernement et le Conseil régional ont adopté des mesures en faveur des familles et des entreprises pour assurer le maintien de ces services à la collectivité que nous estimons prioritaires – tels que l'école, la santé, les communes – et pour favoriser les perspectives de croissance.

Nous avons été appelés à faire des choix et nous l'avons fait avec un sentiment de responsabilité et de détermination, avec la conviction de travailler pour le bien-être de notre Vallée. En établissant des budgets soutenables et rigoureux du point de vue financier, responsables et équitables du point de vue des impacts sur la population.

L'Union Valdôtaine a fait en sorte que la Vallée d'Aoste ne perde pas de crédibilité, tant au niveau institutionnel qu'au niveau politique.

Et nous l'avons fait en sachant que nous sommes investis d'une responsabilité qui nous a été léguée par nos ancêtres et qui représente pour nous un phare dans nos choix politiques : la valorisation de notre autonomie, notre patrimoine collectif.

Il est clair que, après avoir dépassé de manière indemne les moments les plus difficiles, la crise sera toujours là. Parce que le processus de mondialisation, le cours des marchés financiers, le système compétitif vont dessiner un futur qui sera bien différent du passé et qui marquera la fin d'une certaine façon d'être et de vivre, en imposant d'autres modes qui seront certainement moins faciles. Cela demandera du temps, de l'imagination, de la volonté.

Mais je crois aussi que nous devons avoir la capacité de regarder à l'horizon avec l'aptitude qui a toujours caractérisé notre mouvement.

A savoir : l'importance des prérogatives de l'Union Valdôtaine et de son lien avec notre histoire et notre identité valdôtaine ; la participation des unionistes à la vie du mouvement et de l'action politique qu'il conduit ; le comportement éthique des unionistes qui a toujours été respectueux de la parole donnée, prémisse pour un engagement social concret et productif.

Et les mots qui ont été prononcé par le Président de la République lors de sa visite à Aoste, qui a reconnu la qualité de la mise en œuvre de notre autonomie au cours de ces soixante ans, nous réconfortent dans les raisons de nos décisions et de nos actions.

Si le Président de la République avait pu prononcer ces mêmes mots dans toutes les Régions, aujourd'hui nous ne serions pas ici à discuter de la crise en ces termes !

Vive l'Union Valdôtaine !
Vive la Vallée d'Aoste !

Alberto Cerise
Président du Conseil de la Vallée